

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Baromètre risques pays et sectoriels Coface – T3 2023 *La macroéconomie à l'épreuve de la dégradation microéconomique*

Paris, le 17 octobre 2023 - Les bonnes nouvelles du début d'année ont rapidement fait place à des indicateurs annonçant une fin d'année nettement moins porteuse.

Au-delà des risques déjà évoqués et toujours présents (stabilité financière, risques sociaux), la lutte contre l'inflation ne semble pas encore gagnée : hors énergie, elle reste nettement supérieure aux objectifs cibles des banques centrales, tandis que la situation sur les marchés pétroliers s'est singulièrement (re)tendue à la suite des attentats en Israël. Tous les indicateurs avancés laissent également entrevoir un fort ralentissement de l'activité en Amérique du Nord et en zone Euro en fin d'année, tandis que la reprise de l'économie chinoise s'est rapidement heurtée aux fragilités structurelles et au manque de confiance des ménages et des entreprises. Dans ce contexte global, Coface modifie les évaluations de 7 pays (2 reclassements et 5 déclassements) et 33 secteurs (17 reclassements et 16 déclassements), témoignant de la stabilité relative de nos prévisions pour ces 18 prochains mois, dans un environnement qui demeure quant à lui très volatile et incertain.

Vers un monde multipolaire

Au-delà de la persistance, voire de l'intensification, de la rivalité sino-américaine, plusieurs événements marquants ces derniers mois sont venus bouleverser davantage le paysage géopolitique. **L'élargissement du groupe des BRICS** (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à six nouveaux membres (Arabie Saoudite, Argentine, Egypte, EAU, Ethiopie, Iran) illustre, selon certains, la fin de la prédominance du G7 et avec elle de l'ordre mondial hérité de l'après-guerre.

Cependant, la capacité des BRICS+ à offrir une vision alternative et à prendre des mesures concrètes pour concurrencer le G7 a toutes les chances de rester limitée (intérêts divergents, tensions entre la Chine et l'Inde).

L'inflation baisse, mais n'est pas vaincue

Comme anticipé dans nos précédents Baromètres, l'inflation a continué à reculer « mécaniquement » au cours des derniers mois, notamment en raison des prix de l'énergie et des matières premières inférieurs aux sommets atteints peu après l'invasion de l'Ukraine, alors que la désinflation par les biens se poursuit également. **L'inflation demeure cependant bien enracinée, avec une inflation sous-jacente en faible recul dans les économies avancées.** De plus, la remontée des prix du

pétrole depuis le début de l'été, annonce un regain de tensions inflationnistes d'ici la fin de l'année. Une tendance qui semble déjà se matérialiser.

Dans ce contexte, les éléments de langage qui ont suivi les décisions des banques centrales (arrêt des hausses de taux) laissent entendre que, si le cycle de resserrement pourrait avoir touché à sa fin, **aucune baisse de taux n'est à attendre au cours des prochains mois, voire trimestres.**

Reprise décevante et déjà terminée en Chine

Le rebond chinois consécutif à l'abandon de la politique zéro-Covid a été décevant, et les données de demande intérieure et d'exportations récentes sont peu encourageantes. Le rebond de la consommation a été relativement faible, en raison de la prudence des ménages, et le relâchement des contraintes sanitaires ainsi que la réouverture de l'économie qui s'en est suivie n'ont réussi qu'à donner un élan inégal à la consommation.

L'investissement n'a pas non plus été un moteur de croissance significatif, le secteur privé restant prudent en ce qui concerne les dépenses en capital fixe (lié notamment à la santé préoccupante du secteur de l'immobilier).

Apaisement pour l'énergie et l'agroalimentaire en Europe

Les changements d'évaluation de risques sectoriels ont principalement lieu en Europe ce trimestre, d'abord dans les **secteurs de l'énergie, de l'agroalimentaire et du papier**. Le secteur de l'énergie est reclassé dans tous les pays d'Europe de l'Ouest (hors Allemagne), principalement du fait de l'accroissement des marges des producteurs et raffineurs d'hydrocarbures. Le secteur de l'agroalimentaire dans la région est également dans une dynamique plus positive, contrairement au secteur du papier qui enregistre le plus grand nombre de déclassements.

La montée du risque social et politique se confirme

L'an dernier, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Coface alertait sur la probable montée des risques sociaux, liée à la hausse des prix de l'énergie, des biens de première nécessité et des denrées alimentaires. Lors de la mise à jour de notre indicateur de risque politique pour 2022, Coface a réitéré cette mise en garde. Nos préoccupations se renforcent pour la fin d'année 2023 avec **l'émergence de nouvelles tensions nourries par l'érosion des conditions de vie des populations.**

Ces dernières années, le risque politique sous diverses formes et dans plusieurs pays (Sri Lanka, Argentine, Niger, Gabon) a rythmé l'actualité, y compris dans les pays avancés (Israël, Royaume-Uni, Etats-Unis). Ces risques sociaux et politiques s'inscrivent en hausse dans **un monde rendu plus incertain et instable** par la recomposition de l'échiquier mondial et l'urgence climatique.

Sur le plan sécuritaire, on observe en 2022 une **augmentation du nombre de conflits**, et une mortalité associée particulièrement élevée. Si certains conflits se sont apaisés (Afghanistan, Yémen), d'autres ont émergé, ou gagné en intensité



comme le Haut-Karabagh dont le nouvel épisode, en septembre dernier, a mis en lumière la crise frontalière persistante entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

En Afrique, le nombre de conflits actifs (étatiques ou non) a presque triplé depuis 2010. Cette évolution est notamment liée aux luttes contre les groupes djihadistes qui sévissent au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Tchad ou au Nigéria par exemple. Ce contexte sécuritaire aggravé dans le Sahel, et les difficultés à contenir l'insurrection islamiste depuis 2020 a aussi joué un rôle dans les bouleversements politiques récents de la région. Après le Mali et le Tchad en 2021, le Burkina Faso (par deux fois) l'année dernière, c'est le Niger, cet été, qui a été le théâtre d'un coup d'Etat.

[Retrouvez ici l'intégralité du Baromètre Coface](#)

SERVICE DE PRESSE COFACE

Adrien Billet : +33 6 59 46 59 15
adrien.billet@coface.com

RUMEUR PUBLIQUE

Taline Sarkissian : +33 6 13 36 70 23
Loris Daougabel : +33 6 59 01 36 64
coface@rumeurpublique.fr

COFACE: FOR TRADE

Avec plus de 75 ans d'expérience et un vaste réseau international, Coface est un leader de l'assurance-crédit et de la gestion des risques, et un fournisseur reconnu de solutions d'affacturage, de recouvrement, d'assurance Single Risk, de caution et d'information d'entreprises. Les experts de Coface opèrent au cœur de l'économie mondiale, aidant ~50 000 clients, dans 100 pays, à construire des entreprises performantes, dynamiques et en croissance. Coface conseille ces entreprises pour qu'elles prennent des décisions commerciales éclairées. Les solutions du Groupe renforcent leur capacité à vendre en leur fournissant des informations fiables sur leurs partenaires et en les protégeant contre les risques d'impayés sur leurs marchés domestiques et à l'export. En 2022 Coface comptait ~4 720 collaborateurs et a enregistré un chiffre d'affaires de 1,81 €Mds.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur coface.com

COFACE SA. est coté sur le compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA

COFACE SA certifie ses communications depuis le 25/07/2022.
Vous pouvez vérifier leur authenticité sur wiztrust.com

